



Entrevue

Entrevue avec l'ONG ONE

ONE est une organisation internationale de campagne et de plaidoyer soutenue par plus de 6 millions de personnes dans le monde qui agissent pour en finir avec l'extrême pauvreté et les maladies évitables, particulièrement en Afrique.

Cofondée par Bono et non partisane, ONE mène campagne pour sensibiliser le plus grand nombre de citoyens sur les enjeux liés au développement. ONE ne lève pas de fonds pour financer des projets sur le terrain tels que la construction d'écoles ou d'hôpitaux. Elle mène campagne et des actions de plaidoyer en vue d'encourager les gouvernements à financer des projets ou des programmes qui peuvent faire la différence dans la vie des populations les plus démunies. ONE travaille également en étroite collaboration avec d'autres activistes, notamment africains, qui se battent contre la corruption, font avancer la lutte contre la pauvreté, contrôlent l'usage de l'aide et aident à renforcer la société civile et le développement économique des pays les plus pauvres.

ONE ne collecte pas de fonds auprès du grand public et ne reçoit pas de financements de la part des gouvernements. ONE est essentiellement financée par des fondations, des philanthropes et des entreprises. Nous parvenons au changement grâce aux actions de plaidoyer : nos équipes à Paris, Berlin, Bruxelles, Londres, Washington, New York et Johannesburg et nos membres aux quatre coins de la planète poussent les gouvernements à définir et à mettre en pratique des politiques intelligentes et efficaces, capables de sauver la vie ou d'améliorer l'avenir de millions de personnes.

Au cours de ces dernières années, les membres de ONE, aux côtés d'autres militants, ont joué un rôle important en persuadant les dirigeants politiques d'adopter et de soutenir des programmes qui font réellement, et de façon mesurable, la différence dans la lutte contre l'extrême pauvreté et les maladies évitables.

Pour plus d'informations sur ONE voir : <http://www.one.org/fr>

ENTREVUE

E&E- Depuis la création de DATA (Debt, Aids, Trade, Africa) puis de ONE, quelles ont été les grandes inflexions de votre action ?

ONE- Comme son nom l'indique, DATA - « Debt, AIDS, Trade, Africa » - a été fondé en 2002 pour inciter les gouvernements des pays développés à s'impliquer dans la lutte contre l'extrême pauvreté en Afrique, tout particulièrement en ce qui concerne l'allègement de la dette, les traitements antirétroviraux et la réforme du commerce international. Issue de la fusion de DATA et de la campagne ONE, ONE combine aujourd'hui les capacités de plaidoyer international à haut niveau ainsi que l'acuité politique de DATA à l'expertise de mobilisation citoyenne de la campagne ONE.

Au cours de l'histoire de notre organisation, notre objectif est resté le même : lutter contre l'extrême pauvreté et les maladies évitables, principalement en Afrique.

Les moyens pour atteindre cet objectif ont, eux, évolué au cours du temps en fonction des progrès réalisés, des retards pris et des opportunités pour faire avancer cette cause mondiale. Ils existent de nombreuses manières de réduire l'extrême pauvreté et c'est pourquoi ONE travaille aujourd'hui sur plusieurs fronts en même temps.

L'aide au développement demeure un pilier de la lutte contre l'extrême pauvreté et notre mission est de s'assurer que les pays donateurs tiennent leurs promesses dans ce domaine, notamment celle d'allouer 0,7% de leur richesse nationale à l'aide aux pays en développement. Cependant nous n'oublions pas pour autant le rôle crucial et la responsabilité des pays les plus pauvres dans leur propre développement. C'est pourquoi nous faisons aussi le suivi des promesses de ces Etats d'investir une part significative de leur budget dans les secteurs clés, comme la santé, l'éducation et l'agriculture.

En parallèle de son travail sur ces secteurs critiques pour lutter contre l'extrême pauvreté, ONE se concentre de manière plus transversale sur les questions de transparence. C'est une évolution certaine du travail de notre organisation, qui reflète une tendance mondiale. Au-delà des demandes de financement du développement, il existe des moyens d'augmenter les fonds disponibles pour le développement sans demander plus d'argent. En effet, une manne financière importante échappe aujourd'hui aux pays en développement. Dans son dernier rapport à ce sujet, « Le Casse du Siècle », ONE estime que mille milliards de dollars s'échappent chaque année des pays en développement du fait des flux financiers illicites que constituent par exemple la corruption et l'évasion fiscale. Ces ressources, si elles étaient taxées dans les pays d'origine, permettraient de dégager au minimum entre 36 et 64 milliards de dollars pour ces pays. Un montant, qui investit dans la santé, pourraient sauver 3,6 millions d'enfants chaque année.

Cette question de la transparence est cruciale : que ce soit la transparence de l'aide versée aux pays en développement, la transparence des paiements fait par des multinationales à des pays en développement pour l'exploitation de leurs ressources naturelles, la transparence des sociétés écrans et autres structures opaques utilisées pour blanchir l'argent issu de la corruption ou de la fraude fiscale... Seule la transparence permettra de rendre la lutte contre l'extrême pauvreté plus efficace. Elle permet aux citoyens de demander des comptes à leur gouvernement ; aux administrations, aux médias et à la société civile de dénoncer des cas de corruption. Elle fonctionne comme un élément dissuasif pour tous ceux qui souhaiteraient frauder au détriment des plus pauvres.

Ce qui est particulièrement intéressant sur cette question de transparence est qu'elle n'est pas un problème des pays pauvres ou des pays riches. Elle concerne tout le monde et tous les pays ont intérêt à trouver une solution pour qu'elle devienne la norme et non plus l'exception. C'est ainsi que nous arrivons à faire des progrès rapides sur cette question.

E&E- Pensez vous que l'aide au développement, au-delà de la question des montants, devrait être réorientée ? Ou que les conditions d'attribution devraient être révisées ?

ONE- L'aide publique au développement (APD) a longtemps été un des flux financiers principaux en direction des pays en développement. Il a aujourd'hui beaucoup diminué par rapport aux autres flux. Dans la décennie à venir, des flux financiers alternatifs prendront de plus en plus d'ampleur par rapport à l'aide. Toutefois, l'aide au développement continue de jouer un rôle majeur dans l'éradication de l'extrême pauvreté dans les pays les pauvres du monde. Elle est également cruciale pour réorienter d'autres flux financiers à des fins de développement et joue ainsi un rôle catalytique.

Cependant, la définition de l'aide au développement est dépassée. Depuis plus de 60 ans, l'aide au développement a servi d'outil pour apporter un soutien aux pays et aux individus en ayant le plus besoin. De l'Europe d'après-guerre, avec le plan Marshall, jusqu'à aujourd'hui, avec les Objectifs du millénaire pour le développement, l'APD a changé en quantité et en composition au fil des ans, sous l'influence des besoins des bénéficiaires mais également de la situation politique et économique des pays donateurs et de l'évolution du contexte international. Pourtant, la définition standard de ce qui est considéré comme de l'APD n'a pas changé depuis 1971.

2015 représente une véritable opportunité pour repenser le financement du développement et la définition de cette aide. Dans le cadre de la réflexion sur la définition des nouveaux Objectifs de développement post 2015, deux processus parallèles sont en cours pour avancer sur cette question. L'OCDE discute de la redéfinition de l'aide publique au développement et la prochaine conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendra à Addis Abeba en Ethiopie, en juillet 2015, sera aussi l'occasion de débattre de ce sujet.

Afin que cette aide soit efficace dans la réduction des poches les plus tenaces d'extrême pauvreté, l'aide au développement doit aller principalement vers les pays les moins avancés (PMA) et les États fragiles. Les donateurs devraient se doter d'un objectif de 50% à cet égard. De plus, au moins 90% de cette aide vers les pays les plus pauvres devrait se faire sous forme de dons pour pouvoir financer des secteurs sociaux tels que la santé qui ne peuvent pas être financés sous forme de prêts.

E&E- Où en sommes-nous concrètement dans les procédures d'allègement de la dette des pays en développement ?

ONE- Le FMI et la Banque mondiale ont lancé en 1996 l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). En 2005, l'initiative PPTE a été complétée par l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Celles-ci ont donné lieu à un allègement substantiel de la dette d'un grand nombre de pays confrontés à des charges d'endettement qu'ils ne pouvaient gérer.

35 pays, pour la plupart situés en Afrique subsaharienne, ont réussi à finir ce processus, et un autre pays, le Tchad, est à mi-chemin. Trois autres pays, l'Erythrée, la Somalie et le Soudan, sont éligibles à l'annulation de leur dette à travers ces

mécanismes, mais n'ont pas encore décidé d'entamer le processus. Ces deux outils réunis ont permis d'annuler 69,6 milliards d'euros de dette. L'allègement de la dette au titre de ces deux initiatives a permis de réaliser des économies importantes dans les pays les plus pauvres qui ont été consacrées à la réduction de la pauvreté. Par exemple, La Tanzanie a supprimé ces frais de scolarité primaire en 2002, à la suite de l'allègement de sa dette l'année précédente, et le taux d'inscription à l'école primaire a fait un bond, passant de 49 % en 1999 à 98 % en 2008.

Toutefois, tous les pays pauvres n'ont pas encore pu bénéficier d'une annulation de leur dette. De plus, un nombre significatif de pays qui ont bénéficié de la première série d'annulations de dettes, cumulent aujourd'hui de nouvelles dettes. En cause notamment, la pression économique exercée sur les pays en développement à la suite de la crise financière et la hausse du coût de certaines importations essentielles, telles que le carburant et les engrais. Par ailleurs, ces pays ont été confrontés à une aide au développement en baisse et une partie croissante de cette aide est octroyée sous forme de prêts plutôt que de dons. Une étude de 43 pays en voie de développement récemment réalisée montre que les prêts octroyés à ces pays ont augmenté de 60% entre 2009 et 2013 (\$11.4 milliard en 2009 à \$18.5 milliard en 2013.)

Or les initiatives PPTTE et IADM touchent à leur fin et il n'existe aujourd'hui plus aucun processus international permettant de faire face aux crises de la dette publique. Comme la crise souveraine argentine l'a montré, cette incertitude liée aux processus de restructuration de la dette est très problématique et peut mener à des crises prolongées très coûteuses.

Une résolution présentée par le G77 et la Chine et adoptée en septembre par l'Assemblée Générale des Nations Unies décidant de créer un cadre juridique multilatéral de restructuration de la dette souveraine apporte une lueur d'espoir.

Par ailleurs, la conférence sur le financement pour le développement d'Addis Abeba, qui se tiendra en juillet 2015, présente une opportunité importante de progresser sur les questions de dette et de mettre en place les mécanismes internationaux nécessaires à la prévention et résolution des crises de dettes souveraines.

E&E- Depuis quelques années vous vous êtes engagés dans un partenariat avec des grandes marques pour développer des produits « co-brandés » (RED). Quelles réussites et quels enseignements vous tirez de cette action ?

ONE- (RED) est une division de ONE qui collabore sous forme de partenariats avec des grandes marques emblématiques afin de développer des produits co-brandés (RED) dont la majorité des bénéfices des ventes sont reversés au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

À ce jour, plus de 275 millions de dollars ont été collectés par ce biais pour financer la lutte contre le sida en Afrique, notamment au Ghana, Kenya, Lesotho, Rwanda, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie et en Zambie. L'intégralité des fonds récoltés par (RED) sont investis sur le terrain et ont permis d'améliorer la vie de 40 millions de personnes au travers des programmes de prévention, de traitement, de conseil et de services de dépistage et de soin liés au VIH.

Cette expérience est une grande réussite. (RED) est aujourd'hui le premier contributeur privé au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Cela montre qu'il peut exister différentes formes de financement du développement et qu'il faut multiplier les initiatives pour mobiliser un maximum d'acteurs sur ces questions.

E&E- Vous vous êtes également engagés en faveur de la transparence des activités et des revenus des industries pétrolières, gazières et minières. Où en êtes vous dans ce processus et quels enseignements vous en tirez pour l'instant ?

ONE- Les exportations pétrolières et minières sont une source de revenu majeure pour beaucoup de pays africains, mais ceci ne se traduit pas forcément par des progrès de développement pour tous les citoyens. Un tiers du milliard de personnes les plus pauvres du monde vit dans des pays riches en ressources naturelles.

Vingt pays d'Afrique subsaharienne disposent de ressources naturelles importantes, mais en raison du manque de transparence, il est très difficile pour les citoyens de savoir ce que leur pays tire exactement comme revenu de cette exploitation. Selon un rapport récent de l'OCDE, le secteur extractif reste le plus vulnérable à la corruption, 19% des cas de corruption étudiés par l'OCDE impliquaient ce secteur-là. L'opacité de ces secteurs et la faible gouvernance ont privé les populations de recettes essentielles pour le financement des services publics et des infrastructures nécessaires à leur développement.

Pour rendre la gestion des richesses naturelles plus transparente, ONE soutient la mise en place de « lois de transparence » partout dans le monde. Et les progrès sont visibles.

En juin 2013, l'Union européenne a adopté les Directives Comptable et Transparence qui introduisent pour les grandes sociétés pétrolières, gazières, minières et forestières européennes et celles qui sont cotées en bourse dans l'UE une obligation de publier tous les paiements faits à des gouvernements, par pays et par projet.

Les États-Unis ont adopté une loi équivalente, la loi Dodd Frank, obligeant les entreprises du secteur extractif cotées en bourse à déclarer les paiements qu'elles effectuent aux États partout dans le monde.

Le Canada suit la même voie et nous espérons que d'autres pays suivront.

Par ailleurs, des entreprises montrent aussi l'exemple. Tullow et Statoil ont, par exemple, volontairement commencé à publier leurs paiements aux États dans lesquelles elles opèrent, démontrant la faisabilité de ces mesures, y compris dans le secteur pétrolier.

Cependant, il est encore bien trop tôt pour crier victoire, et ces progrès sont fragiles. Nous avons notamment connu une régression politique lors du dernier Sommet du G20 qui s'est tenu en Australie à la mi-novembre. Le principe de transparence des industries extractives, obtenu cependant l'année dernière sous la

présidence russe, a tout bonnement disparu du communiqué officiel et été relégué en annexe.

Ce mauvais signal nous rappelle que ce sujet reste encore sensible dans certains pays et que la mobilisation doit se poursuivre pour rendre ces secteurs transparents. Nous devons nous appuyer sur les gouvernements et les entreprises en faveur de telles mesures pour créer un standard mondial.